L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 21 DECEMBRE 1836.

Façade de la 3me. Municipalité.

Nous publions ci-dessous le rapport de la commission nommée par le conseil de la troisième municipalité pour s'enquérir s'il serait avantageux aux intérêts de cette municipalité de s'entendre et de transiger avec M. Marigny, au sujet de la vente de la façade du faubourg Marigny.

Bien qu'en administration politique les actes de la majorité doivent être considérés comme l'expression de la volonté du peuple, cependant il est de fait que cette majorité peut quelquefois se tromper dans ses opinions comme dans ses arrêts; et si les erreurs commises sont de nature à compromettre le bien-être général, le devoir de la minorité doit être alors de protester contre les mesures adoptées, et de tacher, par une attitude noble et patriotique, de conjurer le mal avant qu'il n'éclate.

C'est ce qu'a fait la minorité de la commission: Elle a protesté contre la décision de la majorité d'une manière à la fois énergique et respectueuse Son rapport combat victorieusement le projet de transaction et de vente: il explique avec une force d'argument dont il sera difficile de triompher, que les droits du public à la propriété que l'on propose de vendre sont inviolables et que ne le fussent-ils pas, toujours serait-il que le mince bénéfice que la corporation d'en bas en retirerait ne compenserait jamais les desavantages qui en résulteraient pour la plus belle partie du port, qui se trouverait ainsi privée de toutes les commodités qu'elle offre actuellement par son magnifique débarcadère au commerce dont ce quartier deviendra un jour le point central

Nous regrettons que la nature du mandat que nous avons à remplir comme journaliste, nous oblige à donner une opinion dans une question où des intérêts particuliers se trouvent compromis. Mais toute considération doit disparaître devant le bien général, et quelque pénible qu'il soit pour nous de combattre le projet d'une transaction qui, si elle ne s'opère pas, doit priver un de nos plus respectables concitoyens d'une somme que l'on porte par estimation à soixante quinze mille piastres, nous n'en suivrons pas moins pour cela la route qui nous est tracée par notre devoir et notre conscience, et aux arguments qui ont été employés par la minorité de la commission, nous ajouterons ceux que nous a suggérés un examen impart al de la question.

La façade du faubourg Marigny, telle qu'elle existe maintenant, est une de ces propriétés publiques dont on ne saurait disposer, encore que la volonté unanime des habitans de la troisième municipalité y consentirait. En effet: bien que la loi de division ait voulu que chaque corporation fut propriétaire exclusive de toute l'étendue des terres vacantes qui se trouvent comprises dans ses limites, elle a entendu cependant que les droits de l'ancienne corporation ne seraient jamais aliénés. Elle se serait bien gardée surtout de décréter une violation des contrats passés en faveur de la population en général dans le but de favoriser seulement une fraction minime de la cité. Or, examinons maintenant ce qui s'est passé entre M. Marigny et l'ancienne corporation au sujet de la façade du faubourg.

M. Marigny, possesseur d'une vaste quantité de terres aux portes de la ville, croit devoir réaliser une fortune plus colossale encore en convertissant son habitation en faubourg. Il en fait tirer un plan de division, sur lequel sont tracées toutes les rues, places publiques &c. et soumet le tout à l'approbation du Conseil de ville. Le plan est adopté et la vente se fait immédiatement après. Dans tout cela nous voyons un contrat entre le propriétaire et la cité, dont les clauses principales étaient celles-ci: il sera permis à M. Marigny de disposer de son faubourg à la condition que le public jouira perpétuellement du libre passage des rues et promenades Dans le nombre de ces rues était celle de la Levée ainsi que tout l'espace de terre qui s'étendait jusqu'au bord du fleuve sans en excepter les battures ou terres d'alluvion qui pourraient se former à l'avenir par les dépôts annuels du fleuve. Voici donc le contrat établi. Mais qu'ils sont les contractans? M. Marigny, d'une part, et la corporation de la Nouvelle-Orléans, d'autre part. Ainsi donc la cité entière, en vertu du contrat aurait seule des droits à tout ce qui a été cédé comme propriété publique; or puisqu'il avait été stipulé que la façade du faubourg serait classée au rang de ces propriétés, la législature en divisant la ville en trois municipalités distinctes n'a pas pu décréter qu'il serait loisible à celle d'en bas de transformer cette façade en propriété particulière, non plus que d'ordonner que les rues ou places publiques seraient désormais la propriété personnelle d'aucune corporation ou corps politique quelconque. Le contrat a été solennellement passé entre M. Marigny et l'ancienne corporation, qui représentait alors toute la population de la cité: aucune puissance législative ne saurait l'enfreindre à moins de fouler aux pieds le pacte sacré sur lequel reposent toutes les garanties du peuple. Que si la Législature a accordé à chacune des municipalités la possession des terres comprises dans leurs limites respectives, elle n'a pu et dû entendre que les terres vacantes et nullement les propriétés publiques et d'un usage général. La raison? c'est que toutes ces propriétés avant l'acte de division étaient entretenues et améliorées à l'aide des contributions du peuple de la Nouvelle Orléans en masse, et qu'il n'est pas conséquent, qu'il n'est pas raisonnable, qu'il n'est pas juste enfin de chercher à le dépouiller de choses qui lui ont été données collectivement et pour lesquelles il a dépensé des sommes considérables d'argent, afin de les rendre d'une utilité indispensable à tous les quartiers de la ville et à toutes les fractions de la population, pour en transporter ensuite la possession exclusive à telle ou telle municipalité, à tels ou tels individus.

Il nous a été présenté un certain document, hier, intitulé *troisième municipalité*, que nous avons accepté, pensant qu'il nous était adressé comme *communiqué*. En le lisant, nous nous sommes aperçu que l'intention de l'auteur était de le faire paraître éditorialement. Il nous est de toute impossibilité de condescendre à cette demande; d'abord, parceque les colonnes éditoriales n'admettent que les opinions et les écrits du rédacteur et en second lieu, parceque, lisions-nous même dix, posé à dévier de ce plan de conduite, l'indépendance avec laquelle nous conduisons notre feuille et notre ardente sollicitude pour le bien général de la ville nous forcent à abjurer toute sectionnalité et tout ce qui pourrait tendre à améliorer un quartier au détriment d'un autre. Si l'écrivain veut connaître le fond de notre pensée au sujet de son article, nous nous ferons un plaisir de satisfaire amplement sa curiosité.

Nous admettrons dans tous les cas l'article qu'il nous a envoyé s'il veut lui donner la tournure d'un communiqué.

Correspondance générale de l'Abeille.

WASHINGTON, le 6 décembre 1836.

Les deux Chambres du Congrès se sont assemblées et organisées hier. On croit assez généralement que la session sera orageuse; car ceux qui se sont vus désappointés par le résultat des dernières élections profiteront de toutes les occasions pour laisser éclater leur rage au capitole. La masse de représentans et sénateurs, qui se présentaient pour répondre à l'appel nominal et prendre leur siège respectif me faisait l'effet des ondulations de la mer lorsqu'elle est agitée par la tempête. Mais mon œil s'arrêtait plus particulièrement sur ceux des membres, qui par leurs talens et leur influence, dominent au Congrès; et je ne puis m'empêcher de les comparer à une troupe de gladiateurs entrant dans l'arène et se préparant au combat. Je crains bien que l'avenir ne soit qu'une répétition des scènes bruyantes de l'hiverdernier.

La santé du Président est toujours très mauvaise; il lui est défendu de voir qui que ce soit, à moins qu'il n'y ait nécessité absolue On a parlé de sa résignation; cependant cette opinion semble être abandonnée Jackson est décidé à mourir à son poste.

La lecture du message a été faite dans les deux Chambres. Ce document fut écouté avec la plus grande attention, et sans qu'il y ait eu la moindre manifestation d'applaudissement ou de désapprobation. Le style en est clair et concluant et les idées sont vigoureusement tracées. Dénué d'ailleurs d'ornemens, il ressemble dans son tout à la colonne de l'ordre dorique; il recommande une réduction du revenu public et suggère l'idée de faire disparaître les droits sur le sel, les provisions et les comestibles de toute espèce. Je ne dirai rien de plus à ce sujet, persuadé que vos lecteurs ont déjà lu le message

On regrette assez généralement que les idées du Président sur la question des améliorations internes soient les mêmes que par le passé. Il y a beaucoup de cas où l'objet est trop vaste pour être à la portée d'un Etat, tandis que l'excédent du revenu pourrait être appliqué à réparer cet inconvénient et tournerait ainsi à l'avantage de tous, tandis qu'autrement employé il n'en résulterait un bien réel que pour un ou deux Etats particuliers.

Faciliter la navigation du Mississipi, par exemple, serait une mesure souverainement avantageuse non-seulement pour la vaste étendue du pays qu'elle arrose, mais encore pour tous les Etats qui s'occupent de commerce.

Avant d'abandonner le sujet du message, je dois vous raconter un fait qui mérite d'être connu. Un certain individu, arrivé de New-York a cherché à corrompre pour de l'argent un des commis employés par le Président. Son but était d'en obtenir une copie du message trois ou quatre jours avant la réunion du Congrès! Ce monsieur a des liaisons avec le bureau des courriers de M. Poth.

Le procès de White et de ses complices, accusés d'avoir mis le feu aux bâtisses de la trésorerie, commence jeudi prochain. On dit que les preuves sont très fortes contre eux. Je vous manderai tous les détails que je pourrai recueillir sur cette affaire dès que les procédures s'ouvriront. Le message du gouverneur McDuffie, de la Caroline du Sud, a produit ici une grande sensation. Il combat de la manière la plus décidée le principe d'une intervention dans les affaires du Texas, et s'oppose à ce qu'aucune faveur soit faite aux citoyens Américains, qui, en s'enrôlant sous la bannière texienne ont volontairement renoncé à toute protection de la part de leur gouvernement. Ces sentimens sont diamétralement opposés à ceux que professaient les champions politiques de la Caroline députés par elle au génat de Washington. M. Calhoun ne peut pas en revenir bien qu'il soit homme à faire le saut politique avec la rapidité et l'aisance d'un danseur du Grand Opéra: mais M. Preston est d'une toute autre étoffe et se sentira sans doute très mortifié si non très embarassé du rôle qu'il aura à jouer, ce dont on ne doit pas être surpris lorsque l'on se rappelle le brillant discours qu'il a prononcé, à la dernière session, sur le pouvoir du Texas. Quoiqu'il en soit nous verrons bientôt comment le sénateur sortira de cette position équivoque.

Je regrette que ma correspondance actuelle n'offre pas l'intérêt que j'aurais desiré lui donner. Les premières séances du Congrès ayant été purement préparatoires, je me suis trouvé dans l'impossibilité de pouvoir attaquer aucun sujet d'une importance majeure. Plus tard, j'espère vous dédommager amplement de l'aridité de la présente. Veuillez croire surtout que je ferai tous mes efforts pour répondre dignement à la confiance que vous avez daigné placer en moi.

Je suis &c.

Conseil de la 1re. Municipalité.

Séance de lundi 19 décembre 1836.

Le Conseil s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Le Recorder ayant invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens furent Mrs. Bertus, Correjolles, Buisson, Canon, Cruzat, Graithe, Guillot, High, W. F. C. Duplessis, Lafargue, Lesseps, Colson, Tulane, Préval, Garbette, Brulé et Wilcox, 17.

Membres absens: Mrs. Armas, Congot, T Duplessis, Laurent, Pédesclaux, Pichot et Stringer.

Après lecture et approbation du journal de la séance précédente, lecture a été faite d'un message du maire en date de ce jour.

Le 1er. article informait que les magasins Nos. 1 et 5 avaient été adjugés; mais que le No. 4 n'avait pu l'être, l'enchère ne s'étant élevé qu'à $22.

Le 2d. article informait que Mr S. Meller, fermier de la halle aux bouchers, offrait pour ses cautions, Mrs. Antoine Rouchoud, et de Joseph Martin; et que Mr. Lino de la Rosa offrait pour sa caution Mr. Ramon Planas, pour la ferme de la halle aux légumes.

Sur motion de M. Buisson, Résolu que lesdites cautions soient et demeurent acceptées.

Le dernier article du message informait que les avis pour l'ouverture de la rue Esplanade ayant été publiées conformément à la loi, il convenait de faire les démarches légales ultérieures.

Sur motion de M. Buisson, et après dispensation des règles, résolu que le maire est et demeure autorisé à s'adresser à toute cour compétente à l'effet d'obtenir la nomination des asseseurs chargés d'estimer les dommages et avantages résultant de l'ouverture de la rue Esplanade jusqu'au bayou St. Jean, et à faire toutes les demarches légales ultérieures relativement à cet objet.

Lecture a été faite d'une lettre de Dame veuve Castanedo proposant de vendre à la ville sa propriété située sur le prolongement de la rue Esplanade.

Sur motion de M. Cruzat, la dite lettre a été déposée indéfinimment sur le bureau.

Lecture a été faite d'une lettre de M. Boisdoré proposant d'échanger une partie de la terre achetée de M. Hager, pour un terrain qu'il possède sur le prolongement de la rue du Quartier et Esplanade.

Sur motion de M. Correjolles, la dite lettre a été déposée indéfinimment sur le bureau.

Lecture a été faite d'une lettre d'un comité de la compagnie des tuyaux de pompe de la Louisiane, demandant une appropriation de $500 pour compléter le paiement des appareils qu'ils ont fait venir de Philadelphie.

Sur motion de M. Duplessis et après dispensation des règles, *Résolu* qu'une somme de cinq cent piastres soit allouée par la compagnie des tuyaux de pompe de la Louisiane.

M. Correjolles, rapporteur du comité chargé de statuer sur le message du maire concernant l'amendement à faire à l'ordonnance sur la halle aux légumes, a rapporté la résolution suivante, laquelle, après dispensation des règles a été adoptée.

Résolu, qu'il soit défendu à toute personne d'accaparer, ou de faire accaparer le poisson apporté au marché aux légumes, avant huit heures du matin, sous peine d'une amende de 25 piastres par chaque contravention.

M. Cruzat a présenté une résolution décrétant le rappel de la résolution allouant une somme de $100 par mois à M. Bigot pour tenir une école gratuite de dessin pour les indigens.

Une motion faite par M. Canon de déposer indéfinimment sur le bureau la dite résolution, a été rejetée.

Le conseil s'étant dispensé des règles, sur motion de M. Cruzat, la dite résolution a été référée au comité de l'instruction publique, lequel devra soumettre au conseil un détail sur les progrès de cette institution, le nombre et la résidence des élèves qui y sont admis et faire un rapport à la prochaine séance.

Sur motion de M. Buisson, et après dispensation des règles, *Résolu* que le maire conjointement avec le comité de pavage, soient autorisés à choisir dans une carrière du Nord une personne chargée de faire l'achat et l'expédition des pierres nécessaires pour le pavage des rues dans la première municipalité et à faire tout contrats à cet effet au nom de la dite municipalité.

Il est de plus résolu que le maire et le comité de pavage soient priés décrire au Nord, afin de se procurer un contracteur pour paver telle partie du carré de la ville que le conseil jugera a propos de faire paver; s'informer des conditions auxquelles le contrat pourrait être fait et des termes de paiement.

M. Colson a présenté une ordonnance pour créer un inspecteur des travaux publics et pour d'autres objets pour le 5ème. district.

Sur motion de M. Préval, résolu que la dite ordonnance soit imprimée dans les deux langues, et mise à l'ordre du jour.

Sur motion de M. Correjolles, la résolution suivante à l'ordre du jour, a été adoptée.

Résolu qu'à dater du 1er mai 1837, il sera défendu de donner des bals masqués dans les limites de cette municipalité, sous peine d'une amende de cent piastres par chaque contravention, recouvrable au profit de cette corporation pardevant tout tribunal compétent.

Sur motion de M. Lesseps, l'ordonnance à l'ordre du jour pour augmenter les revenus de la 1ère municipalité, et y favoriser les améliorations, a été déposée sur le bureau, sujettes à l'appel du conseil.

Sur motion de M. Colson, la résolution à l'ordre du jour, relative aux réparations de nettoiement dans le 5ème district, a été déposée indéfinimment sur le bureau.

Sur motion, la résolution à l'ordre du jour relative au prolongement de la rue d'Orléans à travers la place au cirque; celle relative à la confiscation du lest qui aurait séjourné plus de dix jours sur la levée, ont été déposées sur le bureau, sujettes à l'appel du conseil.

Sur motion de M. Graithe, la résolution à l'ordre du jour nommant un comité chargé de s'enquérir de l'étendue du droit et privilèges de la Cie. du desséchement, et de leur validité, a été déposée indéfinimment sur le bureau.

Une résolution à l'ordre du jour relative à l'essai du pavage en bois dans l'étendue d'un ilet a été rejetée.

Une résolution à l'ordre du jour, décrétant une appropriation de $2000 pour la police secrète a été déposée indéfinimment sur le bureau.

Sur motion de M. Correjolles, la résolution suivante a été adoptée, avec un amendement de M. Préval.

Résolu qu'il soit construit un chemin en pierres plates de vingt pieds de largeur, sur la levée depuis la halle aux bouchers jusqu'à la traversé du chemin public en face de la halle aux légumes via à via la rue St Philippe.

Le voyer est et demeure chargé de l'exécution de la présente résolution.

Sur motion de M. Bartus, et après dispensation des règles, résolu qu'à l'avenir il sera permis aux charettes portant du bois pour l'usage des bateaux à vapeur de passer sur la levée pour y déposer leur charge de bois.

Sur motion de M. Buisson, résolu qu'il soit nommé un comité spécial chargé d'examiner un hangard construit par M. S. High sur la rue des Remparts entre les rues Toulouse et St. Pierre; lequel comité devra faire un rapport, sur cet objet à la séance prochaine.

Messrs. Buisson, T. Duplessis et Cruzat ont été nommés de ce comité.

Sur motion, le conseil s'est ajourné à lundi prochain, vingt six du courant, à 5 heures de l'après midi.

Pour copie conforme,

D'AUGUSTIN, Secrétaire.

Aux Président et membres du Conseil de la Municipalité No 3.

Messieurs—Le comité spécial, chargé de s'entendre avec Mr. Bernard Marigny, pour vendre une portion de l'espace compris entre le prolongement du canal Marigny et la rue de Mandeville; la rue de la Levée et le fleuve, et formant partie du quai, n'ayant pu s'accorder, la minorité vous soumet le rapport suivant:

M. Bernard Marigny, ancien propriétaire de l'habitation qui forme maintenant le faubourg Marigny, abandonna par un acte public, à la corporation de la Nouvelle Orléans, tout l'espace qui se trouve en face dudit faubourg, stipulant que cette propriété serait à l'usage du commerce. La corporation accepta cet abandon, dans prétentions de M. Marigny, et à grands frais élargit l'espace de terre en question, pour donner ainsi que l'entendait le donateur, plus de facilités au commerce Mais à quoi se borna la donation de M. Marigny? il abandonna ses prétentions sur l'alluvion, s'il y en avait jamais. Mais l'élargissement de ce quai n'est dû qu'aux travaux faits et aux sommes dépensées par la corporation, et non au dépôt du fleuve Le lot ayant divisé les propriétés en plusieurs espèces, avant d'entrer dans l'examen de cette question importante, cherchons à ranger cette propriété dans la classe à laquelle elle appartient, afin d'éviter au conseil la discussion aride de questions qui y seraient étrangères, mais qu'il faudrait suivre pour éclaircir cette affaire.

En parcourant le code civil de la Louisiane, nous lisons art. 444: "Les choses publiques sont celles "dont la propriété appartient à toute une nation, et "dont l'usage est permis à tous les membres de la "nation: de cette espèce, sont les rivières navigables "les ports de mer, les rades, les hâvres, les chemins "publics, et le lit des rivières, tant qu'il est couvert "d'eau.

Art. 445. "Les choses qui sont à l'usage commun "d'une ville ou autres lieux, telles que les rues et places publiques, sont aussi des choses publiques.

Art 449. "Les choses qui appartiennent au commun aux habitans des villes et autres lieux, sont de "deux espèces; 1o, les propriétés communes à l'usage desquelles tous les habitans d'une ville ou autre lieu, et même les étrangers ont droit, tels que les "rues, les *promenades publiques* et les *quais*: &c., les "propriétés communes qui quoiqu'elles appartiennent "à la corporation, ne sont pas pour l'usage exclusif "de tous les habitans de l'endroit, mais peuvent être "employées pour leur avantage, par les administrateurs de ses revenus.

Il est évidant que cette propriété formant partie de quai et de la voie publique, appartient à la première classe des propriétés communes et ne peut être légalement vendue; mais s'il existait encore un doute sur la nature de cette propriété, nous référerons le conseil au jugement de la Cour Suprême des Etats-Unis, dans l'affaire des Etats Unis contre la ville de la Nouvelle-Orléans: la longueur de ce document important ne nous a pas permis d'en rapporter les principaux passages; mais il se trouve dans le dixième volume de "Peters Reports, January Term 1835."

L'affaire confiée au comité est d'une nature si importante, qu'elle a dû nécessairement soulever beaucoup de questions, et exiger des recherches dans nos lois et nos besoins, qui obligent la minorité du comité de solliciter l'indulgence du conseil pour la longueur du rapport qu'il lui soumet.

Afin de traiter cette question avec clarté la minorité du comité l'a examiné sous trois points de vue différents.

1o. Existe-il une loi qui autorise le conseil à vendre la propriété en question?

Non, sans doute, parce que cette propriété appartient à la classe des propriétés communes dont l'usage est permis à tous les habitans de la ville, et même aux étrangers; et une ordonnance ayant pour but de le vendre, et par là de priver les habitans et même les étrangers d'y passer librement, serait une violation de la loi, et serait déclarée nulle par les tribunaux.

2o. Est-il avantageux à la municipalité d'attirer chez elle le commerce, et dans ce cas est-il convenable, (si le conseil en avait le droit) de vendre une portion du quai indispensable pour le chargement et déchargement des navires et au mouvement des charettes?

Il est sans doute, de la plus grande importance d'attirer le commerce et tous les efforts de la municipalité ont été dirigés vers ce but; mais le moyen de le faire avec atteint est de lui donner toutes les facilités possibles; des quais vastes et commodes, des wharfs spacieux comme ceux que la municipalité a fait construire.

Le bonté de notre port, la grandeur et les facilités de nos wharfs, et de nos quais, nous assurent une grande part du commerce extérieur, toujours croissant de la Nouvelle Orléans: mais si nous allions lui enlever quelques unes des facilités qu'il a chez nous, si nous allions le priver d'un débarquement aisé et commode, nous le verrions bientôt remonter à la seconde municipalité où l'on construit à grand frais des débarcadères vastes et commodes pour l'y attirer.

La municipalité a fait et continue de faire tout ce qu'elle peut pour attirer et retenir le commerce qui cherche à s'établir chez nous. Que les propriétaires de la devanture fassent aussi leur devoir; qu'à la place des parterres et des masures qui couvrent une partie de la façade de la troisième municipalité, ils construisent de vastes magasins d'entrepot et bientôt les négocians, trouvant des accomodations tout près du lieu de déchargement de leurs marchandises, n'iront pas au loin les chercher, et s'établiront parmi nous, et en peu d'années nous rivaliserons de prospérité avec les autres parties de la ville.

Ayant, nous le pensons suffisamment prouvé, que le conseil n'a pas le droit, et qu'il est préjudiciable au commerce, de vendre cette portion du quai et de la voie publique, examinons s'il est nécessaire de le vendre pour en employer les produits à l'encouragement de la compagnie du canal des Borgne, et à celle du chemin à coulisses de la Terre aux Bœufs!

Ces deux entreprises sont généralement reconnues si importantes, particulièrement la fouille du canal du lac Borgne, qu'il est presque un devoir pour la municipalité d'y souscrire largement. Mais la municipalité ne doit pas encourager les améliorations publiques en en détruisant d'autres aussi utiles, et la vente de cette propriété n'aurait d'autre résultat que de détruire une partie du parc, surtout lorsque il y a d'autres moyens plus avantageux de le faire. La compagnie du chemin à coulisses de la Terre aux Bœufs, offre d'accepter les bonds de la municipalité à vingt ans, en paiement de la souscription de la municipalité; la compagnie du canal du lac Borgne accepterа, il n'y a nul doute, les mêmes conditions Examinons maintenant, s'il est plus avantageux de vendre une propriété publique très nécessaire au commerce, pour en appliquer les fonds au paiement des actions souscrites dans ces deux compagnies, que de les payer au moyen de bonds à vingt ans, portant un intérêt de six pour cent.

La propriété que l'on veut vendre, contiendrait à peu près, trente petits terrains, sans cour, sans puits, sans cuisine, estimons chacun de ces terrains au prix le plus élevé, c'est à dire dix mille piastres, ce qui donnerait trois cent mille piastres $300,000 dont on propose de donner à M. B. Marigny le donateur un quart, soixante et quinze mille piastres 75,000

$225,000

il resterа alors deux cent vingt cinq mille piastres. Mais comme M. B Marigny, n'a pas plus de droit que les propriétaires de la devanture, puisqu'il a, par sa donation, cédé tous ses titres à la corporation, tous les propriétaires de la municipalité représentant la corporation de la Nouvelle Orléans, à laquelle la donation a été faite, sont maintenant investis des droits que possédait le donateur, avant l'acte d'abandon qu'il en a fait; il faudra donc encore déduire des deux cent vingt cinq mille piastres restantes, un quart, pour être donné aux propriétaires de la devanture, c'est à dire soixante et quinze mille piastres; la balance restante sera donc de cent cinquante mille piastres, $150,000. Sur cette somme, on propose d'approprier cinquante mille piastres pour le construction d'un lit de circunscription; il resterait alors pour être remplacé une somme de cent mille piastres qui divisée entre les deux compagnies, donnerait à chacune cinquante mille piastres; somme bien faible, en comparaison des avantages immenses que rapporterait à la municipalité, la réussite de ces deux entreprises.

Quel serait alors, le résultat de la transaction que l'on propose de faire avec M. Bernard Marigny, le donateur, si elle avait lieu?

La municipalité ne pouvant souscrire pour une forte somme au capital des deux compagnies, les améliorations qu'elles ont en vue, ne pourraient pas s'exécuter, et la municipalité se serait privée et aurait voté la destruction de la plus belle partie de son port, en aurait chassé les navires et aurait perdu de très forts droits de levée pour mettre dans la poche d'un ou de quelques citoyens, une forte somme à laquelle ils n'ont aucun droit.

Si l'intérêt public est le mobile qui fait agir le donateur, qu'il renonce à tout recours contre la municipalité, pour l'aliénation de cette partie de la voie publique et du quai, de l'usage auquel l'ont destiné nos lois; que cette renonciation soit faite avant que le conseil décide une question si importante: car nous devons craindre que s'étant abstenu de prendre aucune part à la discussion de cette affaire, lorsqu'elle serait décidée, si jamais elle l'était, il ne vienne nous dire: "J'ai fait abandon de mes prétentions sur cette propriété pour l'usage du commerce; vous en usez d'une autre manière; vous violez par là, mon contrat avec la "corporation, et conséquence naturelle, je rentre dans "tous mes droits" (Nous avons fait cette digression, sans vouloir faire aucune réflexion, sur les motifs qui ont porté le donateur à s'abstenir de prendre aucune part à la discussion de cette affaire, mais seulement dans le but d'éclaircir la question, et parce qu'ayant juré de remplir notre devoir, au mieux de notre connaissance, et d'après les lois, nous ne sommes pas disposé à reculer devant ce devoir, quelque pénible qu'il puisse être.)

Tandis qu'en souscrivant, pour cent cinquante mille piastres, à chacune de ces compagnies, leur succès est certain, et la municipalité en retire de vastes avantages. Et si au bout de vingt ans à l'échéance des bonds nouvelle municipalité, dont on ne saurait calculer la fortune à alors, désire vendre cette portion de terre, elle en retirera dix fois ce qu'elle pourrait en avoir maintenant.

C'est avec le plus vif regret et la plus grande surprise, que dans le préambule de la résolution présentée à la dernière séance, et qui occupe le comité, nous avons vu avancer, que la municipalité éprouve des difficultés à placer ses bonds, à cause de la faiblesse de ses revenus; c'est une assertion gratuite et sans fondement, que rien n'autorise et que les faits démentent.

Nous n'entreprendrons pas de faire dans ce moment, le tableau des finances de la municipalité; les citoyens respectables qui sont chargés de ce département, ont soumis au commencement de nos travaux publics, un aperçu qui a démontré que nos revenus excédaient alors nos dépenses d'environ douze mille piastres par an, et ont proposé la négociation d'un emprunt de trois cent mille piastres qui seront être employées en améliorations, et qui ont aussi proposé la création d'une caisse d'amortissement avec un versement de cinq mille piastres par an; nous savons positivement qu'aucun essai n'a encore été fait de placer nos bonds; et qu'avant de les proposer, le comité de finances veut avoir le nouveau tableau d'amassement que des citoyens respectables font dans ce moment Nous dirons cependant avec assurance, et sans crainte d'être démentis, que la municipalité est dans l'état le plus prospère; que ses revenus, jusqu'ici, ont outre passé de beaucoup l'attente de ses plus grands amis: que son port est rempli de navires, et qu'il manque encore nombre de wharfs pour l'accommodation d'autres navires.

Ses propriétés foncières, ainsi que toutes celles qui sont situées dans ses limites, ont quadruplés en valeur depuis la création de la municipalité. Elle possède en outre une portion de la grande quantité de terre légués à la corporation par feu M. Stephen Girard; une portion d'un leg, fait aussi à la corporation par M. de Pontalba; une portion dans la poudrière qui rapporte environ douze mille piastres par an, sans compter, ses intérêts dans la banque du Commerce, et dans différentes autres institutions. Or, en souscrivant au capital de chacune de ces compagnies pour cent cinquante ou deux cent mille piastres, payables en bonds, à vingt ans, portant un intérêt de six pour cent par an, en versant dans la caisse d'amortissement les sept mille piastres restant du surplus de nos revenus, nous aurons des moyens plus que suffisants pour éteindre la dette au bout de vingt années, et il nous resterа alors les actions que nous aurons prises, et les améliorations que nous aurons faites, en supposant que les dividendes que nous recevrons soient suffisants pour payer l'intérêt des bonds que nous aurons fournis en paiement.

Avant de conclure, la minorité croit de son devoir de protester et proteste formellement contre toute aliénation de la voie publique ainsi que contre toute transaction avec M. Bernard Marigny, pour la vente d'une portion de la voie publique et du quai en face de la municipalité, comme illégale et contraire aux intérêts de la municipalité.

La minorité a l'honneur de vous soumettre les résolutions suivantes.

1o. Résolu que toute transaction avec M. Bernard Marigny pour la vente d'une portion de la voie publique et du quai en face du faubourg Marigny, et illégale et contraire aux intérêts de la municipalité.

2o. Résolu que le trésorier est autorisé à souscrire au nom de la municipalité pour deux cent cinquante mille piastres, au fonds capital de la Compagnie du lac Borgne, payables en bonds, à vingt ans, portant un intérêt de six pour cent par an, payable semi-annuellement; pourvu que le conseil aura le droit de nommer la moitié des directeurs de la Compagnie du lac Borgne

3o. Résolu que le maire est autorisé à signer au nom de la municipalité, des bonds pour deux cent cinquante mille piastres, payables à vingt ans du jour de leur émission, portant un intérêt de six pour cent par an, payable semi-annuellement à l'ordre du trésorier, et à les donner à la Direction du canal du lac Borgne en paiement des actions souscrites par la municipalité. Bien entendu que les bonds ne seront donnés que lorsque le conseil aura été informé par les commissaires dudit canal du lac Borgne, que les autres deux cent cinquante mille piastres d'actions, aurаient été souscrites, et qu'avis en aura été donné au maire par le surveillant de ces travaux, qui devra le faire connaître que le conseil en aura été informé.

4o. Résolu que le trésorier est autorisé à souscrire au nom de la municipalité, pour cent cinquante mille piastres, au fonds capital de la Compagnie du chemin à coulisses de Washington, d'un point de la troisième municipalité, jusque à la Terre aux Bœufs, payables en bonds à vingt ans, portant un intérêt de six pour cent par an, payables semi-annuellement; pourvu que le conseil aura le droit de nommer un tiers des membres de la Direction dudit chemin à coulisses.

5o. Résolu que le maire est autorisé à signer au nom de la municipalité, pour cent cinquante mille piastres de bonds, à vingt ans, portant un intérêt de six pour cent par an, payable semi-annuellement; l'ordre du trésorier, et à les transférer à la Direction du chemin à coulisses de la Terre aux Bœufs, en paiement des actions souscrites par la municipalité; Bien entendu que les bonds ne seront livrés, que lorsque le conseil aura été informé par les commissaires dudit chemin que les autres trois cent mille piastres d'action aurаient été souscrites, et que le maire en aura reçu avis du secrétaire du conseil qui devra le faire aussitôt que le conseil en aura été informé; et que le maire en livrera les bonds à la Direction dudit chemin, lui réclamera les vingt cinq mille piastres de billets souscrits par lui, au nom de la municipalité, en paiement des actions déjà souscrites, et les remettra au comité de finances, qui devra les détruire.

6o. Résolu que toute autre résolution antérieure ayant pour but de souscrire au chemin à coulisse de la Terre aux Bœufs, excepté celle qui lui permet de l'établir sur la promenade des Bons Enfans, est et demeure rappelée.

DERNIERES DATES.

Boston	10 déc.	Tampico	10 déc
New York	12 déc	Mexico	24 oct.
Philadelphie	12 déc.	Londres	24 oct.
Baltimore	13 déc.	Liverpool	25 oct.
Washington	12 déc	Paris	26 oct.
Charleston	12 déc.	Havre	26 oct.
Mavane	7 déc	Bordeaux	15 oct

COMMERCIAL.

VENTES DE COTON, D'HIER.

181 balles	Mississipi	15
50 do	do	13 3/16
18 do	do	17
91 do	District de l'Ouest	13 5/8
77 do	do	13 3/4
22 do	Florides	14 1/2
17 do	Louisiane	17
170 do	Texas	14 1/2
626		

ETAT DU COTON.

Existences sur place et à bord de nav jusqu'au 20 décembre	112,153balles
Exporté hier	1,882 "
Existences en mains et à bord de nav.	110,271 "

Prix Courant du Coton et des Produits.

20 DECEMBRE.

COTON	Choix	00 18 à 00 18½
	Bon 1re. qualité	00 17 à 00 17½
	Do 2de. dito	00 15½ à 00 16
	Moyen	00 14 à 00 14½
	Ordinaire	00 12 à 00 13
SUCRE	Nlle.-Orléans	00 6 à 6½
MELASSE		00 28 à 00 30
TABAC	1re qualité	00 4 a 00 5
	2de. qualité	00 3 à 00 4
	Croisé	00 2 à 00 3
	Cube	00 4½ à 00 5½
FARINE		11 50 à 12 —
PORC	Clair	— 00 à — 00
	Mess	24 00 à 25 —
	Prime	00 00 à 00 00
	Plat-Côte	00 —
JAMBON	Fumé	00 12 à 00 13
	Côtés	00 14 à 00 00
	Epaules	00 8½ à 9
	Plat-Côtes	00 11½ à 00 12
BŒUF	Mess	15 00 à 16 00
	Prime	11 50 à 12 00
GRAISSE		00 14 à 00 00
BEURRE	Du Nord	00 22½ à 00 25
MAIS		1 00 à 1 12
AVOINE		00 62½ 00 —
WHISKEY	rectifié	00 00 à 00 40
	Commun	00 37 à 38 —
TOILE	D'emballage	00 25 à 00 27
CORDE	D'emballage	00 10 à 00 12
PLOMB	en saumons, les 100 liv	6

Marché de Charleston, 10 décembre.

Coton—Dans notre dernier rapport, qui se publie deux fois par semaine, nous avons remarqué que dans le commencement de la semaine la demande pour le coton d'Upland, était bonne; cette demande s'est soutenue jusqu'à hier quand le marché a commencé à décliner; les prix des lots de 1re. qualité sont les seuls qui n'aient point baissé, mais ces lots sont très rares. Nous sommes informés que le marché ne présente point de coton choisi de 1re. qualité, à moins qu'on ne compte pour tel quelques petits lots, d'un prix au dessus de nos plus hautes quotations.

L'approvisionne ment est très faible pour cette saison de l'année. Les affures de la semaine dernière s'élèvent à environ 5600 balles sur prix suivans; savoir: 83 balles à 13 cents. 4 à 15; 40 à 15 ½; de la récolte de l'année dernière, 26 à 16, 129 à 16 1/4; 73 à 16 3/8; 652 à 16 1/2. 97 à 16 5/8, 391 à 16 3/4; 16 à 16 7/8; 2586 à 17; 122 à 17 1/8; 676 à 17 1/4; 109 à 17 3/8; 481 à 17 1/2.

Pour coton à longue soie la demande est bonne, et les prix pour les Sea Islands surpassent ceux de l'année dernière de 10 à 15 cents. Les détenteurs ne montrent aucun désir de vendre si ce n'est aux prix qu'ils demandent eux mêmes.

La semaine dernière il s'est vendu à peu près 175 balles des Sea Islands, dont le prix ordinaire était 50 cents ou au dessus; quelques balles cependant n'ont rapporté que de 45 à 49 cts. Nous ne sommes informés d'aucune vente, de Santeee; 12 balles de Sea Islands ont été vendues de 23 à 31 cents.

THEATRE D'ORLEANS.

JEUDI 22 Décembre 1836,
LE PRE AUX CLERCS,
Opéra comique en 3 actes, de Mr. E. De Planard, musique de Herold.

Suivi de la première représentation de
LA FAMILLE IMPROVISE